

SYNTHESE

Résultats du sondage d'opinion, en face à face, réalisé par TNS Sofres pour la FSU (Fédération Syndicale Unitaire) auprès des Français en avril 2011.

Dans un contexte global de crise économique, les fonctionnaires et leurs avantages – réels ou imaginaires – sont régulièrement remis en cause par une partie de l'opinion publique.

Les résultats montrent que **les fonctionnaires ont tort de se penser mal-aimés* par le reste de la population** qui apprécie globalement **leurs états de service et comprend les difficultés spécifiques liées à leur situation professionnelle, même si leur opinion à l'égard de la fonction publique en tant qu'organisation est plus critique.**

Des fonctionnaires généralement appréciés par le grand public

L'opinion des Français sur les qualités qu'ils attribuent aux agents de la fonction publique est riche d'enseignements.

On constate que **leur jugement est globalement favorable** : de larges majorités jugent les fonctionnaires « honnêtes » (75 %) « compétents » (67 %), « au service du public » (67 %) ou « à l'écoute » (63 %).

On constate **peu de divergences significatives entre les différentes catégories sociales** sur ces questions, mais on peut noter que les chômeurs et les travailleurs indépendants sont généralement plus critiques que la moyenne.

Les réponses à une question ouverte portant sur l'appréciation des démarches effectuées auprès de fonctionnaires permettent d'approfondir cette dimension relationnelle.

Si les répondants mettent en avant **plus d'évocations négatives que positives**, la répartition des réponses à l'intérieur de ces deux catégories apporte des compléments d'information.

On constate notamment que **les évocations négatives sont en grande partie liées à l'organisation des services publics** (temps d'attente, lourdeur des démarches, question des horaires) alors que **les évocations positives relèvent davantage du personnel** ; sont notamment mises en avant l'amabilité, l'efficacité, la compréhension et la disponibilité des agents.

** 76% des fonctionnaires pensent que les Français ont une mauvaise image de la fonction publique (source Ifop pour Accenture - décembre 2010)*

Un Etat qui traite mal ses salariés ?

Les Français semblent bien conscients des relations parfois difficiles entre l'Etat et les agents du service public, dans un contexte où le gouvernement, dans le cadre de la RGPP, a engagé la suppression de 200 000 postes de fonctionnaires d'ici à 2013.

Ainsi, **seuls 39 % des Français estiment que l'Etat traite bien ses salariés.**

Au total, 51% des Français estiment que l'Etat traite mal ses salariés.

Une opinion sensiblement plus tranchée pour les :

- salariés du secteur privé avec 54%
- cadres, professions intellectuelles avec 59%
- 35-49 ans avec 59%

10 % sont sans opinion sur cette question.

Un Etat qui ne donne pas suffisamment de moyens ?

Les avis sont encore plus nets sur la question **des moyens alloués par l'Etat aux fonctionnaires pour accomplir leurs missions.**

66 % des Français les trouvent insuffisants, contre seulement 26 % les jugeant suffisants.

Une opinion plus tranchée pour les :

- salariés du secteur privé avec 69%
- cadres, professions intellectuelles avec 68%
- employés avec 77%
- professions intermédiaires 77%
- 35-49 ans avec 74%

Focus

Sur ces deux questions, on note que les 35-49 ans sont sensiblement plus critiques à l'égard de l'Etat employeur que la moyenne des Français.

Le principe du non remplacement d'un agent sur deux partant à la retraite est massivement rejeté par 71 % des répondants contre 21 %

Parmi les non fonctionnaires, les plus opposés au non remplacement sont :

- les étudiants (86%),
- les professions intermédiaires (79%),
- les moins de 35 ans (77%)

Les 65 ans et plus se montrent moins défavorables que la moyenne avec 58% d'opinion négative.

Un jugement partagé sur des missions de service public assurées par des salariés privés

Les Français se divisent à part égale entre ceux qui estiment que les missions de services publics pourraient être assurées par des salariés du secteur privé (43 %) et ceux d'un avis inverse (45 %). 12% sont sans opinion.

On note des avis plus réticents sur cette possibilité parmi les cadres, professions libérales. 56% d'entre d'eux estiment ce serait une mauvaise chose, à l'inverse des ouvriers qui estiment à 51% que ce serait une bonne chose.

Ces résultats ne doivent pas pour autant laisser entendre que les Français souhaitent supprimer de nombreux postes de fonctionnaires.

Enquête réalisée par TNS Sofres en face-à-face pour la FSU les 13 et 14 avril 2011, auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratification par région et catégorie d'agglomération.